

[Traduction]

LE LOGEMENT

LA RÉGION DE KIRKLAND LAKE—LES LOGEMENTS POUR LES GAGNE-PETIT ET LES PERSONNES ÂGÉES

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Je m'adresse au ministre chargé de la SCHL. A cause de l'accroissement de l'activité minière dans la région de Kirkland Lake, dans ma circonscription, il a été très souvent question du manque de logements pour les gagne-petit et les personnes âgées. Le ministre pourrait-il nous dire ce que fait au juste le gouvernement fédéral pour financer de tels logements?

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je doute que ces problèmes ne concernent que la circonscription du député. Il existent partout, au Canada du moins. Aux termes des ententes fédérales-provinciales actuelles, ce sont les provinces qui mettent en oeuvre les programmes prévus dans ce domaine. Le gouvernement fédéral assume le plus gros des subventions. Si le député connaît un problème en particulier qui serait passé inaperçu, j'en référerai volontiers en son nom au gouvernement de la province concernée.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

ON DEMANDE UNE POLITIQUE SUR LA QUALITÉ DE L'EAU

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Quelle sera la réponse du gouvernement à la déclaration de la Commission mixte internationale selon laquelle la seule véritable difficulté qu'elle rencontre dans son travail ou découlant de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs provient de l'absence de volonté politique d'agir de la part des gouvernements? Par exemple, est-ce que le gouvernement se décidera enfin à adopter une politique sur la qualité de l'eau où il s'engagera à agir énergiquement et à dégager les fonds suffisants ou est-ce qu'il attendra l'impossible effet multiplicateur des interventions ponctuelles mineures?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je vois que le député frappe encore. Le fait est que mon ministère dispose d'un budget de 768 millions de dollars. C'est le plus gros budget qu'ait connu ce ministère à une exception près. Nous avons préparé un projet de loi sur la protection de l'environnement qui, nous l'espérons, sera étudié au Parlement eu première lecture au printemps. Il répond à de nombreux sujets de préoccupation mentionnés par la Commission mixte dans son rapport. En outre, j'ai récemment signé avec le gouvernement des États-Unis un programme de réduction de la pollution dans la rivière Niagara qui permettra d'ici

Questions orales

1996 d'abaisser de 50 p. 100 les déversements de produits toxiques dans cette voie maritime internationale majeure. Nous prenons des mesures énergiques pour donner suite aux recommandations formulées par la Commission mixte internationale et par d'autres instances.

LA POSITION DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. N'est-il pas manifestement nécessaire que les autorités tant fédérales que provinciales adoptent une solution intégrée pour régler les problèmes de l'écosystème? Le gouvernement ne revient-il pas sur l'entente conclue, en annonçant aux municipalités qu'elles devront se débrouiller seules pour dépolluer les Grands Lacs?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député prétend que le gouvernement revient sur sa promesse d'aider les municipalités . . .

M. McCurdy: Il s'agit d'une entente.

M. McMillan: Il n'y a pas eu d'entente de ce genre. Les voies d'eau régionales sont du ressort des provinces et des municipalités. Nous aidons au maximum ces dernières dans le cadre de nos responsabilités fédérales. Nous nous attendons à ce qu'elles tiennent leur part de l'engagement.

* * *

[Français]

L'IMMIGRATION

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LES DEMANDES FAITES PAR DES FONCTIONNAIRES À M. GEORGE ZOUBRIS

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui pour traiter du cas de M. George Zoubris, citoyen canadien depuis 1968 et habitant Montréal depuis 20 ans, et ma question s'adresse au ministre d'État (Immigration). Celui-ci est au courant de cette situation puisqu'il a eu une conversation téléphonique avec ce citoyen. Je voudrais que le ministre nous dise pourquoi les fonctionnaires de son ministère, depuis juillet 1986, ont demandé à trois reprises à ce citoyen de se présenter au ministère pour obtenir un statut de réfugié permanent?

• (1500)

[Traduction]

L'hon. Gerry Weiner (ministre d'État (Immigration)): Monsieur le Président, je ne vais pas répondre à une question aussi précise, mais je vais certes en prendre note et m'assurer que mes collaborateurs fournissent une réponse complète à la députée.